



ON A TOUT  
À GAGNER

**Envoi par courriel**

Montréal, le 6 octobre 2015

Sean Cain  
Confédération des Syndicats Canadiens  
[media@ccu-csc.ca](mailto:media@ccu-csc.ca)

Monsieur Cain,

Vous trouverez, ci-joint, les réponses au questionnaire que vous nous avez fait parvenir dans le cadre des élections fédérales 2015. Nous espérons que les réponses fournies vous permettront de mieux comprendre notre action politique.

Vous trouverez plus de détails concernant nos politiques sur notre site web :  
<http://www.blocquebecois.org/>

Nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

L'équipe 2015 du Bloc Québécois  
3750, Crémazie Est, 5e étage  
Montréal (Québec)  
H2A 1B4

## Économie

**1. L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) rapport que les plus riches 1% des personnes reçu près de 37% de la croissance des revenus au cours des trois dernières décennies. Selon Statistique Canada, l'inégalité économique a été à la hausse depuis les années 1970, et à partir de 2012, les plus riches 10% des Canadiens appartenant à près de 50% de toute la richesse. Comment votre parti inverser cette tendance et de réduire les niveaux croissants d'inégalité économique au Canada?**

Le Bloc Québécois entend augmenter les impôts des gens avec des revenus de 150,000\$ et plus de 1,5% au courant du prochain mandate parlementaire. Aussi, le parti entend faire augmenter les impôts des banques et des pétrolières de 15% actuellement à 20%. L'intention est de permettre à l'État de dégager des sommes nécessaires pour les transferts au Québec et ainsi permettre à l'État québécois de financer adéquatement ses services publics.

Aussi, le Bloc veut abolir la réforme de l'assurance-emploi et faciliter l'accès à cette assurance. Enfin, une loi anti-briseurs de grèves devrait être votée afin de permettre aux travailleurs de détenir un véritable pouvoir de négociation avec les employeurs de juridiction fédérale.

**2. Les impôts fédéraux des sociétés ont presque été réduit de moitié au cours des quinze dernières années par les gouvernements libéral et conservateur, soi-disant pour "créer des emplois". Le Canada a maintenant un taux d'imposition fédéral des sociétés qui est en dessous des États-Unis et la plupart des pays de l'OCDE. Dans le même temps, la dette personnelle et publique a grimpé en flèche, et une majorité de Canadiens, selon les sondages d'opinion, soutenir un financement accru pour les services sociaux comme les soins de santé, les soins de l'enfant et de l'éducation. Que fera votre parti pour assurer que les entreprises paient leur part juste d'impôts, comme le reste d'entre nous?**

Le Bloc Québécois entend augmenter les impôts de grandes entreprises à 16,5% ainsi que ceux des banques et des pétrolières à 20%. Comme les Québécoises et les Québécois, le Bloc est farouchement favorable à des services publics de qualité garantissant une répartition équitable de la richesse au Québec. C'est pour cela que ces mesures devraient être adoptées au courant du prochain mandat parlementaire.

**3. La recherche économique montre que plus des industries des ressources du Canada sont prises en charge par les conglomérats internationaux. Cela a conduit à la perte de milliers d'emplois bien rémunérés au Canada et la fuite des capitaux (sous la forme de profits) sur le pays. Quelles politiques concrètes votre parti mettre en œuvre pour protéger les industries des ressources canadiennes de la domination étrangère?**

L'importance de plusieurs industries pour le Québec dépasse le strict cadre commercial, mais englobe le développement économique et social de l'ensemble de la société; Les prises de contrôle étrangères ont souvent mené à des pertes d'emplois et à une perte de contrôle sur les prises de décisions d'affaires. Le Bloc Québécois demande que le seuil à partir duquel le gouvernement fédéral analyse les investissements étrangers soit ramené à 300 millions de dollars. De plus, le Bloc Québécois demande au gouvernement fédéral d'imposer des conditions aux entreprises, notamment en ce qui a trait aux garanties d'emploi et d'investissement.

## Travail

**4. Statistique Canada rapporte qu'en moyenne, les travailleurs syndiqués bénéficient 29% des salaires plus élevés que les travailleurs non syndiqués dans la même ligne de travail, ainsi que les pensions plus fortes, la qualité de santé supérieure et des normes de sécurité, plus de temps de vacances, de meilleures prestations de santé et des médicaments, et plus de droits en milieu de travail. Est-ce que votre parti croient que les syndicats jouent un rôle positif dans notre économie? Si oui, quelles politiques est-ce que votre parti mettre en œuvre ou de réviser afin de créer un climat qui est plus facile pour les syndicats à organiser?**

Comme mentionné plus haut, le Bloc Québécois travaille afin de faire adopter une loi anti-briseurs de grèves permettant ainsi aux travailleurs d'avoir un meilleur pouvoir de négociation avec les employeurs de juridiction fédérale.

Aussi, le Bloc Québécois s'engage à faire abolir la loi C-377 injuste envers les syndicats et qui vise essentiellement à réduire leur marge de manœuvre afin de mieux représenter les travailleurs syndiqués et non-syndiqués du Québec et du Canada.

**5. Bien que les bénéfices des entreprises, la productivité et le PIB ont tous augmenté de façon assez constante au cours des dernières trente années, Statistique Canada rapporte que le revenu réel médian de la famille est presque la même aujourd'hui qu'elle l'était en 1980. Pourquoi pensez-vous que cela est arrivé, et comment votre parti propose de changer la situation?**

L'ère ultralibérale a soufflé sur l'Occident depuis la récession des années 1980 et les courants de droite en Europe et aux États-Unis ont causé d'énormes torts à l'État-providence. De plus, les allègements fiscaux envers les entreprises ont été beaucoup plus substantiels que ceux des citoyens et des travailleurs. Cela a incontestablement eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des Québécois et des Canadiens.

Le Bloc Québécois tient à protéger le modèle québécois et c'est notamment pour cela que nous sommes favorables à la protection de certains secteurs stratégiques de notre économie et de l'État-providence.

C'est notamment pour cela que notre parti est favorable au maintien et à la désignation de nouveaux monopoles publics, que ce soit au niveau de la santé, de l'éducation ou de la gestion de l'eau potable.

**6. Partout au Canada, les travailleurs et leurs syndicats, en particulier le secteur public, sont attaqués par les gouvernements qui sont dépouiller leurs droits et libertés les plus élémentaires.**

**Quels engagements votre parti fera pour que les travailleurs dans les secteurs privés et publics maintiendront leurs droits de négociation collective?**

Le Bloc Québécois entend travailler afin de limiter le recours aux lois spéciales qui réduisent le pouvoir de négociation des travailleurs du secteur public. Aussi, l'étude d'un projet de loi devrait être faite rapidement afin d'empêcher le gouvernement de faire adopter des mesures restrictives aux contrats de travail à l'extérieur d'un cadre de négociation de nouveaux contrats.

## **Politique sociale**

**7. En 1989, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité, une motion demandant l'éradication de la pauvreté des enfants au Canada d'ici par l'an 2000. Pourtant, aujourd'hui, près d'un enfant sur huit au Canada vivent sous le seuil de la pauvreté, et un sur quatre sont enfants autochtones. Quelles politiques précises votre parti en œuvre faire, pour mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada?**

Le Bloc Québécois veut travailler en partenariat d'égal à égal avec les nations autochtones afin de mettre en place un plan stratégique de développement économique et social de celles-ci.

Aussi, le Bloc veut entreprendre des travaux parlementaires afin de trouver des solutions permettant de freiner l'expansion de la pauvreté et de l'éradiquer. Le Québec et le Canada sont des États riches. Il est inconcevable que le gouvernement ne puisse être en mesure d'assurer des conditions de vie honorables pour tous les citoyens du Québec et du Canada.

**8. Notre système de soins de santé universel (administré publiquement), est chéri par les Canadiens dans tout le pays. Plus de nos services de santé, cependant, sont dé-financé et privatisé. Récemment, 36 milliards de dollars des compressions dans le système, prendra effet au cours de la prochaine décennie. Que fera votre parti politiques mettre en œuvre pour assurer que les soins de santé au Canada est financé correctement et reste sous la contrôle public?**

Pour le Bloc Québécois, le système de soins de santé universel et public est non-négociable. Afin d'en assurer sa pérennité, il est impératif que le gouvernement fédéral y consacre les sommes qui devraient y être réservées. C'est pour cela que le Bloc Québécois veut s'assurer que les transferts soient stables avec une augmentation annuelle des transferts de 6% en plus d'une indexation annuelle en fonction de l'inflation. À terme, l'objectif est de s'assurer que le gouvernement fédéral contribue à hauteur de 25% du financement des soins de santé du Québec.

**9. Le Canada est l'un des pays rares dans le monde occidental qui ne disposent pas d'un programme de services de garde nationale, mais les sondages d'opinion montrent que la plupart des Canadiens appuient fortement l'un. Quelles mesures votre parti prendra au gouvernement de faire des garderies abordables, disponibles pour les parents dans tout le pays?**

Les services de garde d'enfants sont de juridiction provinciale. Le Québec dispose déjà d'un réseau de services de garde de qualité. Pour le Bloc Québécois, le gouvernement fédéral devrait s'abstenir d'imposer un modèle unique aux provinces et devrait s'en tenir à garantir les transferts financiers permettant au Québec d'assurer la pérennité de ses services publics.

**10. La dette de prêt étudiant total au Canada est d'atteindre un incroyable 16 milliards de dollars, et en raison de la crise économique récente, de nombreux gouvernements à travers le pays sont une fois de plus réduit le financement pour l'éducation post-secondaire. Quelles mesures votre parti prendra pour garantir un financement aux collèges et universités du Canada? Allez-vous engager maintenant à réduire les frais de scolarité?**

Les services publics sont garantis par les provinces, dont le Québec, alors que l'argent est à Ottawa. C'est pour cela que le Bloc Québécois va travailler afin de réduire le déséquilibre fiscal et permettre au Québec d'obtenir une juste part en matière de transferts afin de permettre un financement adéquat de son système d'éducation.

**11. Bien qu'il y ait eu des avancées vers une plus grande équité entre les sexes au Canada, il reste encore beaucoup de travail à faire. Femmes seulement rendre 75% du revenu des hommes ; une femme sur sept vit dans la pauvreté, tandis que cinq provinces au Canada ont toujours pas de loi sur l'équité salariale dans les livres. En plus de cela, le financement fédéral pour les groupes des droits des femmes a diminué de 43% depuis 2006, selon le Toronto Star.**

**Quelles politiques de votre parti vont proposer à assurer une plus grande équité entre les sexes et l'égalité des femmes dans le gouvernement, les entreprises et la société?**

Le Bloc Québécois propose une série de mesures qui vise l'équité pour les femmes et qui vise à améliorer leurs conditions de vie. - Les droits et les intérêts des femmes en ont pris un coup à Ottawa ces dernières années. Le Bloc Québécois annulera les réformes touchant:

- Les coupes dans le financement des groupes de femmes;
- L'équité salariale devenue facultative;
- La réforme de l'assurance emploi;
- Le non financement des groupes prônant l'avortement à l'international.

En plus de faire annuler tous ces reculs, le Bloc Québécois présentera un projet de loi proactif sur l'équité salariale dans les secteurs sous juridiction fédérale.

La décision du fédéral de ne pas rendre le questionnaire long obligatoire aura un effet néfaste sur les études sur l'équité entre les hommes et les femmes ainsi que sur toutes les données d'analyse des conditions socio-économiques des femmes.

**12. Assurance-emploi (AE) a été coupé et rendu plus difficile l'accès par les gouvernements fédéral au cours des deux dernières décennies. Qu'est-ce que votre gouvernement va faire pour rétablir les prestations d'assurance-emploi et d'assurer que le programme est offert aux Canadiens en quête de travail quand ils en ont besoin?**

Parmi les mesures prioritaires que le Bloc Québécois préconise en assurance-emploi et que l'on retrouvait dans les demandes budgétaires du Bloc Québécois de 2015, on retrouve :

- la création d'une véritable caisse autonome d'assurance-emploi ne faisant pas partie de la caisse consolidée et qui appartiendrait réellement aux travailleurs et aux employeurs qui contribuent au régime
- une augmentation du taux de prestation de 55 à 60 % qui permettrait d'augmenter les revenus des prestataires
- l'élimination du délai de carence de 2 semaines qui permettrait aux prestataires de toucher des prestations dès la perte de leur emploi sans être pénalisés
- l'accès au régime après 360 heures modulé selon le taux de chômage des régions économiques d'assurance-emploi, qui permettrait d'améliorer considérablement l'accès à l'assurance-emploi qui laisse pour compte plus de 6 chômeurs sur 10 (les travailleurs autonomes, les travailleurs à temps partiels (majorité des femmes), les jeunes, les travailleurs saisonniers)

Il est à noter que ces mesures proposées par le Bloc Québécois proviennent des recommandations d'un comité d'étude de la Chambre des communes et qu'elles ont été développées de concert avec les principaux syndicats du Québec.

Les surplus de l'année prévus à 3,9 milliards de dollars pour l'année 2015 permettraient une réelle bonification du régime.

De plus, le Bloc Québécois propose d'annuler les tribunaux de la sécurité sociale mis en place par les conservateurs et de réinstaurer les Conseils d'arbitres régionaux et la possibilité de faire entendre leurs griefs devant un juge-arbitre.

### **Démocratie**

**13. Le Canada est l'un des pays rares dans le monde occidental qui utilise un système majorité relative. Cela a permis des parties avec une minorité de voix de former un gouvernement majoritaire, et a relégué ces partis comme les Verts, qui a gagné près d'un million de votes à l'élection fédérale de 2011, d'avoir un seul siège à la Chambre des communes.**

**Quelle est la position de votre parti sur la réforme du système électoral du Canada à un système fondé sur la représentation proportionnelle?**

Le Bloc Québécois croit que la meilleure manière de réformer le système électoral est pour le Québec de faire l'indépendance. C'est après que le Québec aura choisi d'être un pays que nous pourrons déterminer quel est le meilleur système de représentation à adopter.

**14. Il est le point de vue de la Confédération des syndicats canadiens que le projet de loi C-51 viole inutilement les droits et libertés des Canadiens et est basé sur la politique de la peur et pas aux exigences de sécurité tangibles. Votre gouvernement va d'abroger le loi C-51?**

Le Bloc Québécois veut également abroger la loi C-51.

### **Questions Internationales**

**15. Canada a l'un des dossiers les plus pauvres de l'environnement dans l'ensemble de l'OCDE, et nous sommes même pas près de remplir les objectifs de 2012 pour la réduction des gaz à effet de serre, prévues dans l'Accord de Kyoto originale. Que fera votre parti politiques mettre en œuvre pour réduire le changement climatique et protéger l'environnement? Votre parti engager maintenant à mettre fin aux subventions de milliard de dollars donnés à l'industrie du pétrole et à la place utiliser ces fonds pour investir dans des formes respectueuses de l'environnement de l'énergie?**

Le Bloc Québécois veut non seulement mettre fin aux subventions économiques pour l'industrie pétrolière mais également augmenter les impôts de ce secteur à hauteur de 20%.

De plus, le Bloc Québécois est le seul parti à s'être engagé à s'opposer au projet de pipeline Énergie-Est qui va à l'encontre des intérêts du Québec et de ses objectifs

environnementaux.

**16. En Novembre 2008, le premier ministre Harper a signé l'Accord de libre-échange de Canada-Colombie. La Colombie est un des dossiers pires des droits humains dans le monde. Dans la seule année 2008, 49 militants syndicaux et les dirigeants ont été assassinés dans le pays, selon l'Organisation internationale du Travail. 474 ont été tués depuis 2002, la plupart du temps par des escadrons de la mort paramilitaires, dont beaucoup ont été officiellement classés comme des organisations terroristes par notre gouvernement. Est-ce que votre parti croient que le commerce mondial devrait servir les intérêts des entreprises et les riches et les puissants, ou si le commerce équitable et prendre en considération les droits de l'homme et de la démocratie, et les droits des travailleurs, les agriculteurs, les peuples autochtones, et les pauvres? Allez-vous vous engager à les normes des droits des travailleurs comme condition dans les accords du commerce mondial?**

Le Bloc Québécois est favorable en principe aux accords de libre-échange avec d'autres États. Par contre, tout accord doit faire l'objet d'une révision de la situation politique et des conditions de travail de l'État partenaire. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Bloc s'opposait à l'accord de libre-échange avec la Colombie.

**17. Les dispositions investisseur-État de règlement (DIER) des différends de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-UE favorisent clairement la protection des investisseurs sur la souveraineté. Votre parti opposer à ces sortes de dispositions de DIER contenues dans l'AECG et d'autres accords commerciaux et d'investissement?**

Le Bloc Québécois est opposé à tout mode de règlement des différends limitant la capacité de l'État de légiférer sur des secteurs stratégiques de son économie.

**18. Canada fournit seulement 0,24% de son revenu national brut (RNB) à l'aide étrangère, nous mettant au 14e rang sur 23 pays donateurs de l'OCDE. Onze de ces pays ont atteint leur engagement de 0,7% ou sont programmés pour le faire. Comment votre parti assurer que le Canada respecte ses engagements internationaux et atteint son engagement de fournir 0,7% de son RNB à l'aide étrangère?**

Le Bloc Québécois veut travailler afin de garantir une augmentation annuelle de 6% à l'aide étrangère jusqu'à ce que le Canada ait atteint son objectif de 0,7%.

**19. Bien que le Canada était un membre fondateur de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et a été actif dans l'OIT depuis 1919, il n'a pas encore ratifié toutes les conventions fondamentales et les recommandations de l'organisation, et son bilan en œuvre adéquatement ceux ratifiés ces conventions est médiocre. Est-ce que votre gouvernement ratifier et de mettre pleinement en œuvre toutes les conventions fondamentales et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail?**

Le Bloc Québécois est favorable à l'adoption de toutes les recommandations de l'OIT.